



Dr. Olivier Burette

Cela fait donc un peu plus de 13 ans que le Kosovo, ex-province autonome de la Serbie, peuplée à majorité d'Albanais, a déclaré son indépendance le 17 février 2008.

Ce fut l'un des derniers épisodes de la guerre de dissolution de la Yougoslavie qui devait s'achever par une intervention de l'OTAN pour protéger le Kosovo contre la répression militaire de la Serbie de Milošević entre 1998 et 1999 ; l'ultime épisode étant la séparation — pacifique — entre le Monténégro et la Serbie le 3 juin 2006, date de l'indépendance proclamée à Podgorica.

Depuis l'automne 2020, le Kosovo se retrouve fragilisé puisque celui qui fut le chef de l'armée de libération du pays (l'UCK) lors de la guerre d'indépendance, Hashim Thaçi, est sous le coup de mises en accusation pour crime de guerre et crime contre l'humanité par le Tribunal spécial de La Haye (KSC). Celui-ci a donc dû démissionner de son mandat de chef de l'État pour se rendre à La Haye et être mis en accusation puis en détention provisoire. Même si celui-ci a plaidé non coupable, voici une figure emblématique du pays qui laisse derrière lui un vide certain.

Ainsi, mi-février 2021, Albin Kurti, chef du parti « autodétermination » et partisan d'une ligne politique dure envers le

Kosovo : changements politiques en vue ?

voisin serbe, a remporté largement les élections législatives avec plus de 50 % des suffrages et menace donc directement tout un travail de reconstitution des relations diplomatiques mené ces dernières années avec Belgrade. Celui-ci devrait donc sous peu devenir le nouveau premier ministre du pays en cohabitant avec la jeune présidente par intérim depuis novembre : Vjosa Osmani du parti LDK (Ligue Démocratique du Kosovo) largement battu lors des législatives avec 13 % des voix seulement ; le parti (historique) d'Hashim Thaçi faisant à peine mieux (17 %).

Il n'en fallait pas moins pour que ce point chaud de la région se réactive autour d'un certain nombre d'inquiétudes. Albin Kurti a annoncé en effet un programme basé sur une lutte contre la corruption ainsi qu'une rupture totale avec ce qu'il appelle l'« ancien régime », soit l'ensemble de la classe politique au pouvoir depuis l'indépendance

(cf. son interview donnée au journal *Le Temps* le 16 février 2021). Il propose aussi le rétablissement d'un service militaire de trois mois, et est considéré comme très autoritaire au sein de son propre parti. Un temps partisan de la « Grande Albanie » ou de la réalisation d'une fédération albanaise dans la région, Albin Kurti indique désormais ne pas pouvoir mettre ces idées-là en œuvre tant que la pleine indépendance du pays ne sera pas réalisée. En attendant, il va donc mettre l'accent sur la lutte contre la corruption, miser sur la mobilisation de la diaspora kosovare - un levier majeur selon lui - et tenter de stabiliser le pays en interne par un dialogue direct avec la minorité serbe du Kosovo.

Il n'en demeure pas moins que la plupart des observateurs craignent une « dérive autoritaire » (*Le Figaro* du 16 février 2021), d'autant plus qu'il a d'emblée déclaré que le dialogue qui avait commencé avec la Serbie n'est pas la priorité, tout comme la relance des pourparlers avec l'UE. Rappelons que la position de Bruxelles sur les futurs élargissements reste, notamment du fait de la crise sanitaire, au point mort.

Début 2020, Albin Kurti avait déjà été brièvement premier ministre durant un peu plus d'un mois et avait pu tester sa politique. Cela lui avait valu le surnom de « Robespierre du Kosovo ». Les

remous causés par la chute d'Hashim Thaçi lui offrent donc cette fois-ci les conditions d'une large victoire pour la mise en place de cette rupture qu'il appelle de ses vœux.

On rappellera ici que le Kosovo est une république indépendante *de jure*. Elle n'est donc pas reconnue par l'ensemble de la communauté internationale. La Russie, qui a retrouvé une certaine influence auprès de ses alliés slaves de la région et donc en premier lieu en Serbie, a toujours refusé de reconnaître cette indépendance et soutient en cela fortement la position de Belgrade. Le président serbe Alexandre Vučić, autre personnalité forte dans la région, n'aura eu de cesse ces derniers temps de ménager à la fois l'Union européenne et son allié traditionnel russe, tandis qu'il a récemment déclaré que les rapprochements avec Pristina n'iront jamais jusqu'à une reconnaissance de l'indépendance.

Comme nous le voyons, on peut craindre que ces changements que l'on nous annonce au Kosovo ne continuent de faire le jeu du retour de l'influence des grandes puissances traditionnelles dans la région au détriment de l'influence, plutôt bénéfique, qu'avait l'UE jusque-là.

À n'en pas douter, ce qui va se passer dans ce petit État de 1,9 million d'habitants seulement, durant l'année 2021, sera à observer avec attention.



Où en est la langue française ?

Parlé en 2018 par plus de 300 millions de personnes réparties dans 106 pays sur les cinq continents, le français est la cinquième langue la plus importante par le nombre de locuteurs, selon l'Observatoire de la francophonie. Si la période 2000-2020 marque une augmentation dans l'emploi du français, les dynamiques sont variables d'un espace à l'autre.



Au Québec, le français en déclin face à l'attractivité de l'anglais

Charles Castonguay, sociologue québécois auteur du livre *Le français en chute libre*, dresse un bilan sinistre pour l'avenir du français dans le seul espace francophone d'Amérique du Nord. Pour la première fois depuis 1901 (date à laquelle les études sur la question ont débuté), le français est aujourd'hui utilisé par moins de 80 % des Québécois comme langue principale. Selon C. Castonguay,

ce déclin est amené à se poursuivre. Les jeunes Québécois s'anglicisent, les entreprises, pour rester compétitives, exigent de maîtriser l'anglais et les mouvements démographiques amènent des anglophones ou des personnes ne parlant aucune des deux langues officielles, pour qui l'apprentissage de l'anglais est plus utile et moins difficile. Toujours selon Castonguay, seules des actions conjointes des gouvernements québécois et canadiens pourraient influencer la tendance. Une refonte de la loi 101 — dite « charte de la langue française » qui assure l'emploi libre de la langue au Québec depuis 1977 —, appuyée par Ottawa pour mieux garantir notamment le droit de ne travailler qu'en français, semble nécessaire au sociologue. Un projet de loi allant dans ce sens doit être proposé au parlement national dans les prochains mois.

En Afrique, l'explosion démographique comme moteur du nombre de francophones dans le monde

L'Afrique est le continent qui compte le plus grand nombre de francophones dans le monde. Langue officielle dans 12 pays, le continent comptabilise 120 millions de locuteurs français. Un nombre qui devrait encore augmenter, porté par une forte augmentation démographique sur le continent — selon l'ONU la population africaine aura doublé en 2050. Le français gagne par ailleurs en popularité chez les plus jeunes, désireux d'internationaliser leur profil professionnel ou séduits par les influences artistiques et culturelles des pays voisins ou des diasporas en Europe.

Les Français fâchés avec leur langue
Si le nombre de locuteurs français en France est évidemment stable — aux alentours de six millions —, cela ne signifie pas que les Français sont à l'aise avec leur propre langue. En 2020, un rapport de l'Éducation nationale révèle qu'un élève de CM2 sur deux n'aurait pas les compétences en français nécessaires



pour aborder sereinement l'entrée au collège. Plus généralement, les évolutions de la langue sont sujettes à de nombreux débats ; certains fustigent une inacceptable baisse de niveau quand d'autres dénoncent un accaparement des décisions d'évolution par l'Académie française. Les évolutions démographiques africaines ou le manque de légitimité de l'Académie française pourraient laisser place à de nouvelles institutions dans la gestion de la langue de Molière. La francophonie s'annonce comme un nouvel enjeu d'influence, évocateur d'un rééquilibrage dans les relations entre pays francophones.

* Luca Lefevre